

RCS : REIMS
Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1985 B 50042
Numéro SIREN : 702 031 030
Nom ou dénomination : CALDERYS FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 24/06/2022 sous le numéro de dépôt 3784

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée

Route de Troyes

51120 SEZANNE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée

Route de Troyes

51120 SEZANNE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Associé unique de la société CALDERYS FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CALDERYS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires » de l'annexe des comptes annuels relative au changement de méthode liée à la comptabilisation des engagements de retraite résultant de la mise à jour de la recommandation ANC 2013-02.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

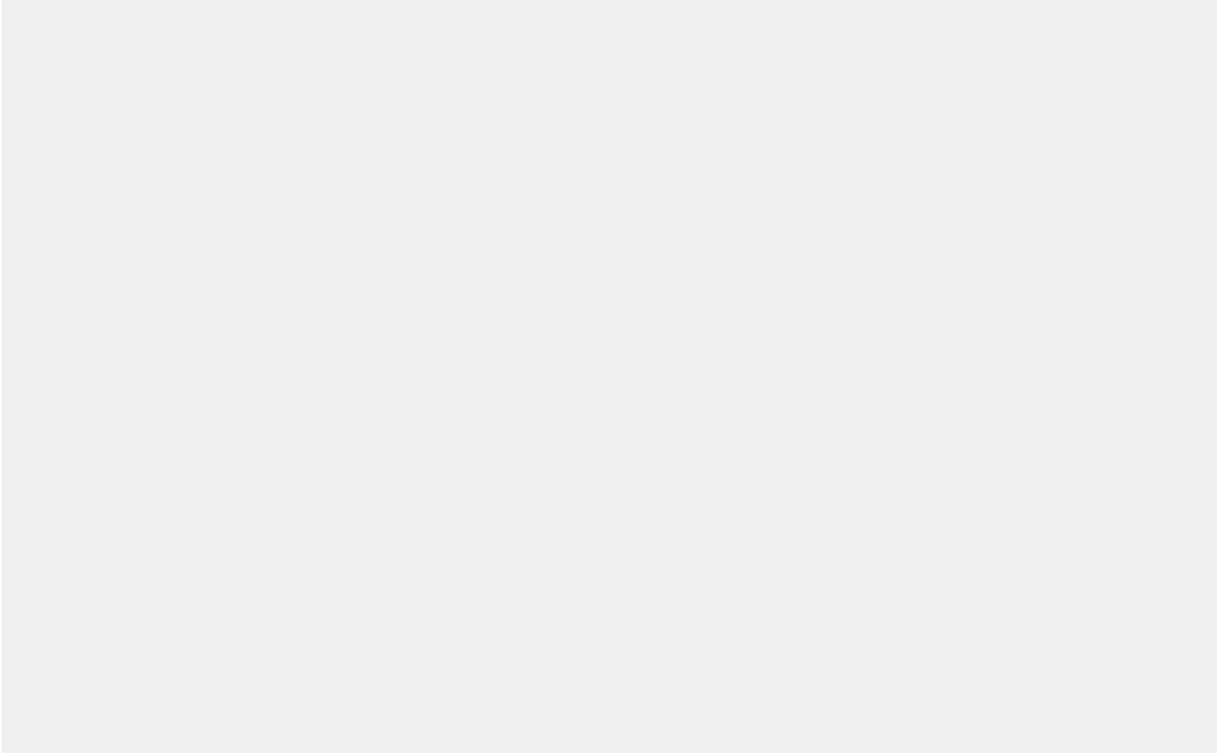



Olivier BROISSAND

CALDERYS FRANCE

**Route de Troyes
BP 93
51120 SEZANNE**

Comptes au 31/12/2021



SOMMAIRE : Comptes sociaux au 31/12/2021

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Généralités

Faits Marquants	8
Règles et méthodes comptables	9
EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE	11

Notes sur le bilan

Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Composition du capital social	21
Variation des capitaux propres	22
Variation des capitaux propres distribution	23
Eléments sur les postes des entreprises liées	24

Notes sur le résultat

Analyse de l'impôt sur les bénéfices	26
Ventilation du chiffre d'affaires	27
Ventilation du chiffre d'affaires Notes	28
Charges et produits exceptionnels	29
Transfert de charges	30

Autres informations

Engagement de Retraite et Assimilés	32
Engagements hors bilan	33
Sociétés Consolidantes	34
Filiales et participations	35
Rémunérations des dirigeants	36
Effectif moyen	37
Intégration fiscale	38
Transactions avec des parties liées	39

Détail des comptes

Détail des comptes - Actif	41
Détail des comptes - Passif	46
Détail des comptes - Charges	50
Détail des comptes - Produits	58

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 581 729	1 578 309	3 420	14 233
Fonds commercial	447 590	447 590		
Autres immobilisations incorporelles	2 639 116	2 489 965	149 151	278 489
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 014 379	524 417	489 962	458 407
Constructions	7 141 779	5 370 476	1 771 302	2 047 973
Installations techniques, matériel, outillage	22 684 479	19 554 944	3 129 535	3 365 496
Autres immobilisations corporelles	944 696	912 059	32 637	63 748
Immobilisations en cours	1 610 738		1 610 738	523 712
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 446 494	270 000	10 176 494	10 446 494
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	700		700	700
Autres immobilisations financières	4 887		4 887	4 887
ACTIF IMMOBILISE	48 516 588	31 147 761	17 368 827	17 204 141
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	5 391 004	12 636	5 378 367	4 006 187
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	5 965 584	1 017 960	4 947 624	2 765 938
Marchandises	604 747		604 747	516 234
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	22 979 274	634 951	22 344 322	17 489 359
Autres créances	8 141 576		8 141 576	7 084 450
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	1 427 245		1 427 245	1 342 014
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 194 050		1 194 050	1 140 594
ACTIF CIRCULANT	45 703 479	1 665 548	44 037 931	34 344 776
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	2 257		2 257	17 736
TOTAL GENERAL	94 222 324	32 813 309	61 409 015	51 566 653

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 7 567 740)	7 567 740	7 567 740
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 709 411	6 709 411
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	53 835	53 835
Réserve légale	860 194	860 194
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	138 186	138 186
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 438 194	1 438 194
Report à nouveau	11 277 051	11 813 471
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 367 383	-641 456
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	31 411 995	27 939 575
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	181 685	198 163
Provisions pour charges	2 137 061	2 648 654
PROVISIONS	2 318 745	2 846 818
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	979 833	57 168
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 358 361	14 000 816
Dettes fiscales et sociales	5 092 896	3 485 314
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	149 051	
Autres dettes	3 040 779	3 209 829
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	27 620 920	20 753 126
Ecarts de conversion passif	57 356	27 133
TOTAL GENERAL	61 409 015	51 566 653

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	34 418 256	56 538 594	90 956 850	77 507 735
Production vendue de services		17 424 849	17 424 849	16 447 896
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	34 418 256	73 963 444	108 381 700	93 955 631
Production stockée			1 547 382	-1 040 287
Production immobilisée			145 310	
Subventions d'exploitation			21 000	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 596 024	2 125 692
Autres produits			351 007	660 285
PRODUITS D'EXPLOITATION			112 042 423	95 701 322
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			18 651 349	15 447 072
Variation de stock (marchandises)			-88 512	114 130
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			39 972 942	32 286 862
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 372 181	462 742
Autres achats et charges externes			28 481 687	23 791 853
Impôts, taxes et versements assimilés			962 815	928 590
Salaires et traitements			8 732 736	8 147 569
Charges sociales			3 648 261	3 441 795
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 409 210	1 508 521
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			143 327	1 730 542
Dotations aux provisions			119 018	189 560
Autres charges			8 232 321	8 008 520
CHARGES D'EXPLOITATION			108 892 973	96 057 756
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 149 449	-356 434
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 299 846	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				2 493
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			18 736	16 509
Différences positives de change			175 556	208 350
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 494 138	227 351
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			285 257	33 736
Intérêts et charges assimilées			-62 061	59 986
Différences négatives de change			205 152	253 543
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			428 348	347 265
RESULTAT FINANCIER			1 065 790	-119 913
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			4 215 239	-476 347

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	372 166	422 347
PRODUITS EXCEPTIONNELS	372 166	422 347
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		254 143
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		292 545
CHARGES EXCEPTIONNELLES		546 688
RESULTAT EXCEPTIONNEL	372 166	-124 341
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	468 949	
Impôts sur les bénéfices	751 073	40 768
TOTAL DES PRODUITS	113 908 727	96 351 021
TOTAL DES CHARGES	110 541 343	96 992 477
BENEFICE OU PERTE	3 367 383	-641 456

Annexes

FAITS MARQUANTS

La propagation de l'épidémie du coronavirus/covid-19 dans le monde et en France, débutée en janvier 2020, s'est poursuivie sur l'exercice 2021. A la date de clôture d'arrêté des comptes annuels, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui pourraient remettre en cause la capacité de la société à poursuivre son activité.

Le groupe Imerys a mis en place un Centre de Services Partagés en Grèce (CSP), afin de transférer l'activité de la comptabilité transactionnelle.

Le Go Live a été donné pour Calderys France à la date du 25 janvier 2021. De ce fait, la comptabilité clients, fournisseurs, note de frais et une partie de la comptabilité générale a été transférée sur ce CSP.

Les ventes ont augmenté de 13,4 M€ entre 2020 et 2021 sur les produits fabriqués passant de 77,5 M€ à 90,9 M€. Les ventes de prestations de services ont également progressé à hauteur de 1,0 M€, passant de 16,4 M€ à 17,4 M€. Soit un chiffre d'affaire à hauteur de 108,0 M€ en 2021 pour 94,0 M€ en 2020.

D'un point de vue global, l'activité en France a progressé de 9,08 M€ et l'activité à l'export a connu une progression de 4,6 M€.

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général correspondant au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite. Ils ont été établis dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES SIMILAIRES

Les régimes à prestations définies correspondent pour une part à des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective de la métallurgie et pour une autre part à des régimes de retraite supplémentaires qui n'accueillent plus de bénéficiaire actif depuis 2008.

Conformément à la recommandation ANC 2013-02, la société reconnaît, à compter du 1er janvier 2021, immédiatement en résultat le coût des services passés et valorise le produit financier généré par les actifs au taux d'actualisation retenu pour calculer la valeur actuelle de l'obligation. Ce changement conduit à une meilleure information financière dans la mesure où l'objectif de Calderys France est d'harmoniser les méthodes retenues dans ses comptes individuels et les méthodes comptables retenues dans les comptes consolidés.

Au titre du changement de méthode comptable, Calderys France a réduit sa provision au titre de ses engagements de retraite des coûts de services passés non encore comptabilisés au 31 décembre 2021, en contrepartie du report à nouveau au 1er janvier 2021 pour un montant de 105 K€.

ACTIFS IMMOBILISES

Immobilisations Incorporelles

Les frais d'établissement correspondant aux frais d'augmentation de capital et de fusion sont amortis dans l'année.

Les concessions, brevets et droit similaires sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celle acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée à cette date (réévaluation légale).

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie prévue des immobilisations.

Amortissement des Immobilisations corporelles

Constructions	20 ans
Matériels et outillages de fabrication	6 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de Transport	4 ans
Autres matériels	4 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Immobilisations Financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité, représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

La valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur de la quote-part des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable des titres.

STOCKS

Les stocks et les en cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production, calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Méthode utilisée pour le calcul de dépréciation :

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est plus faible que le coût d'entrée. La provision pour mise au rebut du stock de produits finis est, elle, déterminée selon l'âge du stock.

CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION

Créances

Fait générateur de la créance et méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation :

Le fait générateur est la réception d'un avis de déclaration de créance de la part d'un administrateur judiciaire, ou la constatation d'une créance de plus de 180 jours comparée à la date d'échéance initiale.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, à la réception d'un avis de déclaration de créance de la part d'un administrateur judiciaire ou lorsque les créances sont échues depuis plus de 180 jours.

Conversion des dettes et créances en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous une rubrique spécifique. Une provision pour risque est comptabilisée si la conversion fait apparaître des pertes latentes non couvertes.

Le degré d'incertitude quant à l'étendue, l'issue et les conséquences du récent conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine existe.

Le conflit n'a pas d'impact sur les comptes clos au 31 décembre 2021. En revanche, il pourrait avoir un impact sur les comptes du prochain exercice. En effet, le volume d'activité avec la Russie représentait plus de 10% du CA pour l'exercice 2021.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 756 107		
Terrains	945 289		69 090
Dont composants			
Constructions sur sol propre	3 558 130		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	3 555 426		28 223
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 448 998		655 336
Installations générales, agenc., aménag.	35 448		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 019 891		4 222
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	523 712		1 843 896
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 086 894		2 600 766
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	10 446 494		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	5 587		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 452 082		
TOTAL GENERAL	47 295 083		2 600 766

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		87 671	4 668 436	
Terrains			1 014 379	
Constructions sur sol propre			3 558 130	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			3 583 649	
Installations techn., matériel et outillages ind.		419 854	22 684 479	
Installations générales, agencements divers			35 448	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		114 866	909 247	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	756 870		1 610 738	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	756 870	534 720	33 396 070	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			10 446 494	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 587	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			10 452 082	
TOTAL GENERAL	756 870	622 391	48 516 588	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	447 590			447 590
Autres immobilisations incorporelles	4 015 794	140 151	87 671	4 068 274
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 463 384	140 151	87 671	4 515 864
Terrains	486 882	37 535		524 417
Constructions sur sol propre	1 981 745	218 653		2 200 398
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	3 083 838	86 241		3 170 079
Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 083 501	891 297	419 854	19 554 944
Installations générales, agenc. et aménag. divers	34 665	138		34 803
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	956 927	35 195	114 866	877 256
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 627 557	1 269 059	534 720	26 361 896
TOTAL GENERAL	30 090 942	1 409 210	622 391	30 877 761

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	180 428	25 000	26 000	179 428
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	17 736	2 257	17 736	2 257
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 780 079	100 018	246 445	1 633 652
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	868 575	7 000	372 166	503 409
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 846 818	134 275	662 347	2 318 745
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		270 000		270 000
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 664 901	139 000	773 304	1 030 597
Dépréciations comptes clients	862 278	4 327	231 653	634 951
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 527 178	413 327	1 004 957	1 935 548
TOTAL GENERAL	5 373 996	547 602	1 667 305	4 254 293
Dotations et reprises d'exploitation		262 345	1 171 366	
Dotations et reprises financières		285 257	18 736	
Dotations et reprises exceptionnelles			477 202	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	700	700	
Autres immobilisations financières	4 887		4 887
Clients douteux ou litigieux	372 231	372 231	
Autres créances clients	22 607 043	22 607 043	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	13 910	3 997	9 913
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	18 670	18 670	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	203 460	203 460	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	14 064	14 064	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 891 471	7 891 471	
Charges constatées d'avance	1 194 050	1 194 050	
TOTAL GENERAL	32 320 487	32 305 686	14 801
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	4 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	4 000		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 358 361	18 358 361		
Personnel et comptes rattachés	2 451 160	2 451 160		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 338 565	1 338 565		
Etat : impôt sur les bénéfices	611 575	611 575		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	106 641	106 641		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	584 955	584 955		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	149 051	149 051		
Groupe et associés	1 264 681	1 264 681		
Autres dettes	1 776 098	1 776 098		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	26 641 087	26 641 087		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408101	F.N.P. SEZANNE	1 730 604,44	287 791,36	1 442 813,08
408105	F.N.P. SIEGE	2 336 153,73	720 514,98	1 615 638,75
408106	Prov SAP Achats	3 269 448,26	1 273 921,82	1 995 526,44
408107	Prov pour coûts d'ex	976 814,34	831 574,82	145 239,52
408108	Prov pour coûts d'em	503,38		503,38
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		8 313 524,15	3 113 802,98	5 199 721,17
AUTRES DETTES				
419800	CLIENTS AVOIR A ETAB	60 651,23		60 651,23
TOTAL AUTRES DETTES		60 651,23		60 651,23
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428220	PROV CONGES PAYES	708 696,11	724 258,55	-15 562,44
428230	PROV PRIME VACANCES	42 318,91	37 681,23	4 637,68
428231	PROV 13EME MOIS	11,60		11,60
428260	PROV INDEMNITE PRECA	10 707,28	6 371,59	4 335,69
428400	Prov participation	468 948,94		468 948,94
428610	NOTE DE FRAIS A PAYE	-600,09	10 832,53	-11 432,62
428630	PROV PRIMES EXCEPTIO	689 263,20	706 512,36	-17 249,16
428633	PROV RTT	181 560,43	172 639,22	8 921,21
428685	PROV INTERESSEMENT	279 300,00	271 700,00	7 600,00
438600	ORGANISMES SOCIAUX C	93 789,73		93 789,73
438620	PROV CH SOC 13EME MO	5,80		5,80
438621	PROV CH SOC PRIME VA	21 159,72	18 840,82	2 318,90
438650	CH SOC S/CONGES PAYE	354 253,76	362 035,04	-7 781,28
438660	CH SOC PROV INDEMN	5 353,70	3 185,83	2 167,87
448600	ETAT CHARGES A PAYER	33 057,26	38 066,34	-5 009,08
448630	FORMATION PROF A PAY	125 256,25	61 387,83	63 868,42
448670	EFFORT CONSTRUCTION	36 554,30	35 530,30	1 024,00
448690	ORGANIC	145 530,96	150 325,99	-4 795,03
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 195 167,86	2 599 367,63	595 800,23
TOTAL CHARGES A PAYER		11 569 343,24	5 713 170,61	5 856 172,63

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486300	CHARGES CONSTATEES D	1 194 050,09	1 140 593,76	53 456,33
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 194 050,09	1 140 593,76	53 456,33

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACT. A ETAB	168 226,68	1 244 006,68	-1 075 780,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		168 226,68	1 244 006,68	-1 075 780,00
AUTRES CREANCES				
409810	FOURNISSEUR RRR A OB	129 194,68		129 194,68
TOTAL AUTRES CREANCES		129 194,68		129 194,68
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		297 421,36	1 244 006,68	-946 585,32

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	504 516			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Au 31 décembre 2021, le capital de la société s'élevait à 7 567 740 € et était divisé en 504 516 actions de 15 € de valeur nominale chacune, détenues en totalité par la société MIRCAL en tant qu'actionnaire unique de la société Calderys France.

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		27 939 575	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		27 939 575	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			105 036
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			
Résultat de l'exercice			3 367 383
	SOLDE		3 472 419
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			31 411 994

Variation des capitaux propres

Conformément au projet de résolution de l'AG du 15 juin 2021 statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2020, l'Associé unique a décidé de ne pas verser de dividende, et d'affecter le résultat de l'exercice 2020 qui est une perte de (641,456.05) € au compte "report à nouveau" qui est ainsi ramené de 11,813,471.32 € à 11,172,015.27 €.

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	10 176 494	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	5 570 389	
Autres créances	7 666 675	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	1 264 681	
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 120 353	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	660 245	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	1 299 846	
Autres produits financiers	62 109	
Charges financières	1	

Analyse de l'impôt sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé chez Calderys France est égal à l'impôt pour le paiement duquel, Calderys France est solidaire, et est égal à l'impôt qui aurait été supporté par Calderys France en l'absence d'intégration fiscale.

La charge d'impôt de 751 073,34 € (ligne HK du 2053) correspond aux éléments suivants :

- 1/ Provision IS 2021 = 849 655,78 €
- 2/ Retenues à la source sur redevances 2021 = 9 514,00 €
- 3/ Retenues à la source sur dividendes reçus 2021 = 129 984,56 €
- 4/ Crédit Impôt Recherche 2020 comptabilisé en 2021 = (238 081,00 €)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Ventes de produits fabriqués	34 418 256	56 538 594	90 956 850	77 507 734	17,35 %
Prestations de services		17 424 849	17 424 849	16 447 896	5,94 %
TOTAL	34 418 256	73 963 443	108 381 699	93 955 630	15,35 %

Ventilation du chiffre d'affaires (note)

Nature de l'activité de la société Calders France : Fabrication et vente de produits réfractaires.
Conformément aux années précédentes, il existe deux types de reconnaissance du chiffre d'affaires.
Chiffre d'affaires à l'achèvement pour 99 938 699 €
Chiffre d'affaires à l'avancement (ou méthode du Percentage Of Complétion) pour 8 443 000 €
Chiffre d'affaires total de 108 381 699 €
Production vendue = 83,92 %
Services aux clients et Prestations diverses : 16,08 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
TOTAL		

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Reprise provision R&C RCC Paris Sézanne Réorganisation	372 166	
TOTAL		372 166

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Refacturation Coût assurances Calderys groupe	199 769	
Remboursement assurance risque garantie client	201 222	
Aide à l'apprentissage	18 000	
Opération de tris de sacs (Segezha Packaging)	5 666	
TOTAL	424 657	

ENGAGEMENTS DE RETRAITE (Informations)

La société accorde également des garanties de retraite à ses salariés, dont elle assure elle-même la charge. Ces régimes par lesquels la société s'engage sur une base légale, conventionnelle ou contractuelle sur un niveau de prestations, constituent des régimes à prestations définies.

L'évaluation de ces engagements de retraite s'appuie sur une étude réalisée par un cabinet d'actuaire. Le coût des indemnités de départ, compléments de retraite et engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière (méthode d'évaluation rétrospective) intégrant des hypothèses d'évolution des salaires.

La société ne provisionne que partiellement ses engagements de retraite à prestations définies. La provision comptabilisée à fin décembre 2021 s'élève à 1 633 652 €.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer les obligations sont :

- Taux d'actualisation : 1,00%
- Taux moyen attendu d'augmentation des salaires, propre à chaque catégorie de personnel en fonction de sa tranche d'âge : 2,50%
- Taux de rotation des effectifs, propre à chaque catégorie de personnel en fonction de sa tranche d'âge : entre 0 et 10,95%

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	3 095 438
Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	
TOTAL	3 095 438

Identités des sociétés consolidantes

Les comptes de la société sont compris dans le périmètre de consolidation de la société :

Groupe le plus grand dont l'entité fait partie en tant que filiale :

Groupe Bruxelles Lambert (GBL)
Avenue Marnix 24
B-1000 Bruxelles

Sous groupe le plus petit dont l'entité fait partie en tant que filiale :

Imerys S.A.
43 Quai de Grenelle
75015 Paris

SIRET : 562 008 151 00119

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
Calderys Australia PTY Ltd	3 102 786	100	3 036 962 2 766 962		7 050 272 -260 006
Calderys Korea	18 619	100	249 906		601 997
Calderys China	9 325 008	100	6 655 814 6 655 814		24 948 069 2 883 071
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SIDEX Monolithiques	897 004	20			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Rémunérations des Dirigeants

Cette information n'est pas fournie car elle reviendrait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée en Calderys France et Imerys S.A (Société intégrante) pour la durée d'intégration qui a commencé à courir à compter du 1er janvier 2006.

La société Imerys S.A constitue la société mère du groupe fiscal. Calderys France calcule son impôt de manière autonome et le reverse, le cas échéant, à Imerys S.A.

La société mère Imerys S.A étant la seule redevable vis à vis de l'Etat.

L'impôt comptabilisé chez Calderys France est égal à l'impôt pour le paiement duquel Calderys France est solidaire, et est égal à l'impôt qui aurait été supporté par Calderys France en l'absence d'intégration fiscale.

Liste des transactions avec des parties liées

Calderys France réalise des transactions non significatives, ou conclues à des conditions normales, ou exclues du champ d'application tel que décrit dans le règlement ANC 2016-07 avec des parties liées.

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 7 567 740 euros
Siège social : route de Troyes - 51121 Sézanne
702 031 030 RCS Reims

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 15 JUIN 2022

Le 15 juin 2022, la société MIRCAL, société par actions simplifiée au capital de 1 352 037 840 euros dont le siège social est situé 43 quai de Grenelle, 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 333 160 620 RCS Paris, détenant l'intégralité des actions et droits de vote de la Société (ci-après l'**Associé unique**) a, conformément aux dispositions des statuts et à l'initiative du Directeur Général, Jérôme BOTTE, statué sur l'ordre du jour suivant :

1. lecture des comptes, du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ; approbation des comptes, des rapports et de la gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
2. approbation des charges et dépenses non déductibles ;
3. affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
4. pouvoirs en vue des formalités légales de publicité et de dépôt.

La société Deloitte & Associés, Commissaire aux comptes de la Société, sera avisée des présentes décisions. Madame Pascaline Collard, a été chargée en qualité de secrétaire, de rédiger le présent procès-verbal.

Le rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 établi par le Président de la Société, les comptes sociaux de cet exercice ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y afférent ont été remis à l'Associé unique qui, après en avoir pris connaissance, a pris les décisions ci-après reportées.

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes relatifs aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts qui s'est élevé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 à 64,384.87 €. L'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 17,061.99 €.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2021 qui est un bénéfice de 3,367,383.47 € au compte « report à nouveau » qui est ainsi porté de 11,277,051.27 € à 14,644,434.74 €.

L'Associé unique prend acte que le montant du dividende mis en paiement au titre des trois exercices ayant précédé l'exercice écoulé, a été le suivant :

Exercices	2020	2019	2018
Dividende par action	0	0	13,00 € ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	0	0	504 516

⁽¹⁾ dividende éligible à l'abattement de 40%

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toutes formalités.

De tout ce qui est dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé unique et dont une copie pourra être émise par le Président ou le Secrétaire.



MIRCAL, Associé unique